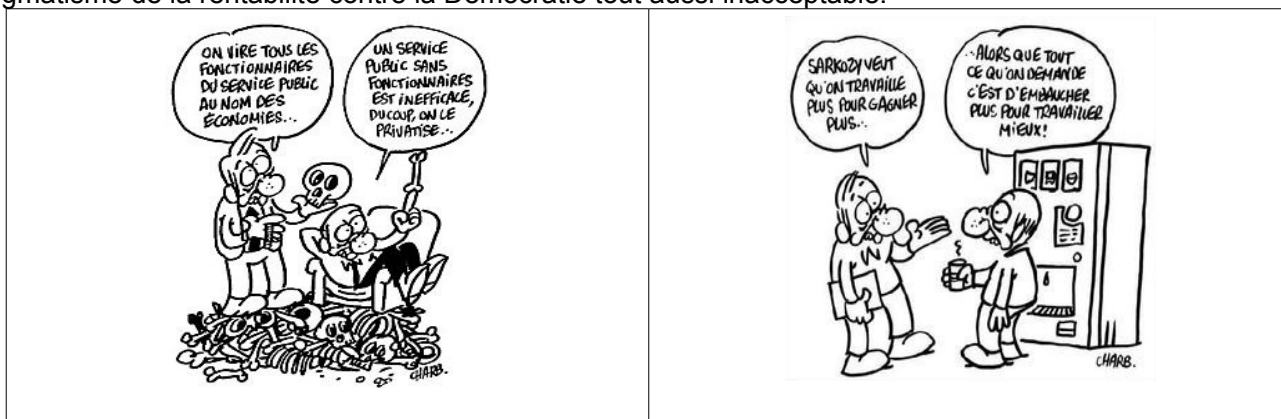


Bonne année 2012 à la DDFIP

Les années se suivent et se ressemblent, comme chaque année le CTL « emploi » annonce encore et toujours des suppressions d'emplois 31 pour le Finistère.

Le démographe Emmanuel Todd déclarait dans une récente interview à l'hebdomadaire Le Point: « *la triste vérité est que nous sommes gouvernés par des imbéciles, les gens qui sont aux commandes doivent être tenus pour responsables.....* » Il traitait aussi les ministres Baroin et Pecresse, d'incompétence au sommet. Si effectivement, il y a de quoi parfois se poser des questions, nous ne partageons pas complètement cette analyse. Nous ne crierons donc pas à l'imbécillité de tous les responsables, bien au contraire, nous pensons qu'ils font preuve d'une grande intelligence pour maquiller par de grands discours très complexes et ultra techniques - la collusion pourtant évidente entre les milieux politiques libéraux et le milieu financier international. Par exemple, aujourd'hui, ces milieux ne parlent plus de crise du système capitaliste, mais répètent en boucle le nouveau terme à la mode : la crise de la dette. Ainsi, une propagande subtile affirme de manière insignifiante que la crise actuelle, c'est principalement le problème de la dette publique, et que la dette publique proviendrait essentiellement du nombre de fonctionnaires... Autant de stupidités affirmées néanmoins avec beaucoup d'intelligence. Ainsi la crise n'aurait rien à voir avec la spéculation débridée, rien à voir avec un très mauvais partage des richesses (richesses qui ne cessent pourtant d'augmenter)... et rien à voir, bien sur, avec l'aberration d'un système capitaliste devenu fou et qui s'acharne à vouloir faire sauter les dernières protections, les derniers gardes-fous incarnés par l'Etat... Un peu l'exact contraire du système soviétique avant son effondrement... mais la déliquescence en est néanmoins toute aussi évidente et le dogmatisme de la rentabilité contre la Démocratie tout aussi inacceptable.



C'est clairement cette logique totalitaire et ce dogmatisme en apparence absurde (où, comble de l'idiotie, les fonctionnaires sont présentés comme grands responsables de la crise) qui a présidé à la décision cette année à la DGFIP de supprimer encore 2441 emplois ! 13000 emplois supprimés depuis 2008 ! En l'espace de dix ans ce sont plus de 24 000 emplois qui auront été supprimés ! Là encore, un choix en apparence stupide (attaquer l'os en matière d'emploi n'est pas très malin !), mais au final un choix idéologique implacable au service des milieux ultra libéraux pour qui l'État doit pratiquement disparaître pour empêcher toute régulation sociale... Services Publics, Retraites, Protection Sociale, tout doit disparaître au service d'un système financier qui veut définitivement accaparer tous les pouvoirs, toutes les richesses et faire taire toute contestation.

A la DGFIP, c'est fusion oblige, c'est derrière une nouvelle présentation extrêmement complexe et technique (MAGERFIP et compagnie), qu'ont donc été présentées cette année les suppressions d'emplois à nos représentants nationaux. Au niveau local, la même aberration avec TAGERFIP (qui remplace ORE et TSM) ou plutôt TAZERFIP, c'est la nouvelle arme de destruction massive d'emplois, à l'usage des armées mexicaines de la DGFIP.

Au final, on apprend que les prétendus gains de productivité ne justifient que 25% des suppressions nationales, le reste étant calculé par une contribution proportionnelle avec un taux établi à 2,05% pour le PLF 2012... le tout agrémenté de correctifs (métiers et environnementaux) et d'un ajustement de « soutenabilité.. ». Tels sont les éléments du tout nouveau et assez fantastique jargon accompagnant la mise en place du nouvel outil de calcul des emplois. Sauf que la localisation des suppressions d'emploi ressemble plus au final à une loterie qu'à un projet logique.

Pour la Cgt, toutes les suppressions d'emplois proposées sont complètement injustifiées et sont bien une idiotie dangereuse en terme d'exercice des missions et de conditions de travail. Elles sont également une insulte faite aux agents qui ne voient jamais la fin du processus et qui ne peuvent qu'être encore plus mal au vu de tout ce que nous apprenons de ci de là. Quid du scannage des 2042 par exemple ? Exit le syndrome

France Télécom ? Et cette mobilité forcée ? Quid encore des annonces de la Cour des Comptes: en effet, nous avons vu que la DG a annoncé la mise en place d'un comité stratégique avec pour objectif l'examen de recommandations de la Cour des Comptes datant d'octobre dernier qui pointe de lourdes évolutions:

- Chorus, où la constitution à terme d'un service ou d'une agence autonome
- France Domaines, avec pourquoi pas un rattachement aux préfets
- Reprise du rapprochement CDI/CDIF
- la création de trésoreries hospitalières spécialisées affectées aux communautés hospitalières de territoires.
- Redéployer le réseau des trésoreries en envisageant de nouvelles fermetures
- Revenir aux notions de FRONT OFFICE – BACK OFFICE avec pôles d'expertises départementaux et même supra départementaux avec nouvelles fermetures
- réfléchir au regroupement de SIE entre eux et faire de même pour les SIP quand il y en a plusieurs au même endroit.
- Et bien sur la réingénierie des processus afin d'annoncer de fumeux nouveaux gains de productivité et continuer à détruire nos emplois et au final nos missions de Service Public.

Pour la CGT le monde du travail doit imposer une autre répartition des richesses permettant de gagner la bataille de l'emploi, des salaires, des retraites et des conditions de travail.

La section CGT vous invite donc à participer massivement aux heures mensuelles d'information organisées . (voir calendrier ci-dessous) Venez nombreux participer aux débats sur la grève nationale et l'action départementale du jeudi 2 février.

Ensemble le 2 février, luttons pour stopper les suppressions d'emplois, pour renforcer les missions de la DGFiP, améliorer les conditions de travail, et revaloriser les rémunérations

Calendrier des HMI par circonscription des SIP

26 janvier Quimperlé 9h30 à 11h30

26 janvier Quimper 11h à 14h salle de Ty nay

30 janvier Brest de 11h à 14h salle du RDC de la rue Duquesne

Dialogue social : de nouvelles règles dont le seul mérite est la franchise

Depuis le 1er janvier 2012, les Comités Techniques ne s'appellent plus CTPD ou CTPL mais CTL (Comité Technique Local). Le paritarisme avait comme avantage de mettre les syndicats et la direction autour d'une table avec un nombre de représentants égal des deux côtés. Les représentants de l'administration votaient tous comme un seul homme les propositions de la direction, alors que les représentants du personnel CGT ont toujours gardé leur liberté d'interprétation pour préserver les intérêts des agents. Donc, quel que soit le vote des syndicats, la majorité était toujours en faveur des projets de la direction.

Lorsque les syndicats votaient contre un projet, c'est le directeur qui avait le pouvoir de trancher, c'est-à-dire implicitement, qu'il faisait ce que bon lui semblait. C'était très hypocrite.

Désormais, la direction et les OS peuvent ne pas avoir autant de représentants. Comment ce fait donc maintenant la prise en compte des votes ? Eh bien, la direction ne vote plus, et en cas de vote défavorable et unanime des syndicats, le projet en litige doit faire l'objet d'un réexamen dans un nouveau CT convoqué dans un délai de 8 à 30 jours, et cela **sans obligation de la part de l'administration de modifier son projet**. Après cette deuxième convocation purement formelle du CT sur le sujet, la direction peut appliquer son projet, sans tenir compte de l'avis des OS. Les CT ont l'apparence d'organisme de dialogue social, mais ils n'en ont ni le goût ni l'odeur et les agents ne sont pas dupes.

Meeting CGT

Avec Bernard Thibault, mardi 31 janvier, à 13 heures au Zénith (Porte de Pantin), pour exiger le retour à la retraite à 60 ans. En 2010, les partis politiques, notamment de gauche, ont dit un certain nombre de choses. En cette période électorale, il est bon de rappeler les engagements pris à ce moment là, et de faire entendre l'exigence d'un retour à 60 ans et la prise en compte de la pénibilité, afin que les salariés disposent du point de vue syndical. Car rien ne serait pire que l'attentisme ou la passivité. C'est le sens de cette initiative.

